

sité d'un financement adéquat des activités liées aux projets du Centre,

*Exprimant sa satisfaction* aux gouvernements qui ont déjà fourni des contributions financières pour les activités du Centre,

*Réitère* l'appel urgent adressé aux Etats Membres pour qu'ils versent des contributions à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et, si possible, en augmentent le montant, afin d'appuyer les activités du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), et fait appel à tous ceux qui n'ont pas encore versé de contributions, en particulier les pays développés et les autres pays qui en ont les moyens, pour qu'ils versent aussi des contributions volontaires.

84<sup>e</sup> séance plénière  
4 décembre 1981

### 36/73. Conditions de vie du peuple palestinien

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la Déclaration de Vancouver sur les établissements humains, 1976<sup>24</sup> et les recommandations pertinentes concernant les mesures à prendre à l'échelon national<sup>25</sup>, adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains,

*Rappelant également* la résolution 3, intitulée "Conditions de vie des Palestiniens dans les territoires occupés", qui figure parmi les recommandations relatives à la coopération internationale adoptées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains<sup>26</sup>, ainsi que les résolutions 2026 (LXI) et 2100 (LXIII) du Conseil économique et social, en date des 4 août 1976 et 3 août 1977,

*Rappelant en outre* ses résolutions 3236 (XXIX) et 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974, 31/110 du 16 décembre 1976, 32/171 du 19 décembre 1977, 33/110 du 18 décembre 1978, 34/113 du 14 décembre 1978 et 35/75 du 5 décembre 1980,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les conditions de vie du peuple palestinien<sup>27</sup>;

2. *Dénonce* le refus d'Israël de permettre au groupe d'experts sur les répercussions sociales et économiques de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires arabes occupés<sup>28</sup> de se rendre dans les territoires palestiniens occupés par Israël;

3. *Condamne* Israël pour la détérioration des conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés;

4. *Affirme* que l'élimination de l'occupation israélienne est une condition préalable nécessaire au développement économique et social du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés;

5. *Reconnaît* la nécessité d'un rapport complet sur la détérioration de la situation économique et sociale

<sup>24</sup> Rapport d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 31 mai-11 juin 1976 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.7 et rectificatif), chap. I<sup>er</sup>.

<sup>25</sup> Ibid., chap. II.

<sup>26</sup> Ibid., chap. III.

<sup>27</sup> A/36/260 et Add.1 à 3.

<sup>28</sup> Pour le rapport du Groupe d'experts, voir A/35/533, annexe I.

du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés;

6. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport complet et analytique sur la détérioration des conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés et de le présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

7. *Prie également* le Secrétaire général, lors de l'établissement du rapport susmentionné, de consulter l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien, et de coopérer avec elle.

84<sup>e</sup> séance plénière  
4 décembre 1981

### 36/74. Plan d'ensemble pour une étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Rappelant également* sa résolution 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

*Rappelant en outre* les dispositions relatives à la participation des femmes au développement figurant dans les documents adoptés à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix<sup>29</sup>,

*Rappelant* sa résolution 35/78 du 5 décembre 1980, relative à la participation effective et à l'intégration des femmes au développement, dans laquelle elle a notamment demandé l'établissement d'un plan d'ensemble détaillé pour une étude interdisciplinaire et multisectorielle sur le rôle des femmes dans le développement global,

*Ayant à l'esprit* la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, en particulier les mesures spéciales concernant l'intégration des femmes au développement global aux fins d'assurer la participation des femmes, sur un pied d'égalité, à la fois comme agents et comme bénéficiaires, dans tous les secteurs et à tous les niveaux du processus de développement,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général relatif à un plan d'ensemble pour une étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement<sup>30</sup>,

1. *Souligne* la nécessité d'une étude multisectorielle et interdisciplinaire sur le rôle des femmes dans le développement;

<sup>29</sup> Voir Rapport de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Copenhague, 14-30 juillet 1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.80.IV.3 et rectificatif), chap. I<sup>er</sup>.

<sup>30</sup> A/36/590.

2. *Recommande* que cette étude comporte une analyse du rôle des femmes en ce qui concerne les principaux problèmes du développement, tel qu'il est envisagé dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui soit axée en particulier sur le commerce, l'agriculture, l'industrie, l'énergie, l'argent et les finances et la science et la technique;

3. *Recommande en outre* que cette analyse porte sur :

a) Le rôle actuel des femmes en tant qu'agents actifs du développement dans chaque secteur;

b) L'évaluation des avantages revenant aux femmes du fait de leur participation au développement, à savoir, le revenu, les conditions de travail et la prise de décision;

c) Les moyens d'améliorer le rôle des femmes en tant qu'agents et bénéficiaires du développement aux niveaux national, régional et international;

d) L'effet potentiel de cette amélioration sur la réalisation d'objectifs de développement généraux;

4. *Invite* le Secrétaire général, lorsqu'il établira l'étude, à accorder l'attention voulue aux problèmes et aux besoins des femmes dans toutes les régions et à la contribution des femmes à la réalisation des objectifs relatifs à l'autosuffisance ainsi qu'à la coopération économique et technique entre pays en développement;

5. *Demande* au Secrétaire général d'inclure dans l'étude une analyse générale des relations réciproques entre les principaux problèmes du développement en ce qui concerne le rôle actuel et futur des femmes dans le développement afin de donner une base à l'action future pour la participation effective et l'intégration des femmes au développement;

6. *Prie* le Secrétaire général d'établir cette étude en collaboration et en coopération étroites avec les organismes appropriés des Nations Unies et en utilisant des contributions provenant de tous les organes et organismes intéressés des Nations Unies, y compris les commissions régionales et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, ainsi que les organismes nationaux ayant des compétences dans ce domaine;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter un rapport sur l'état d'avancement de l'étude à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session et de présenter l'étude sous sa forme définitive à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session.

84<sup>e</sup> séance plénière  
4 décembre 1981

### 36/75. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

*Rappelant* sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

*Rappelant également* sa résolution 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

*Rappelant en outre* ses résolutions 35/53 A et B du 5 décembre 1980, relatives à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche,

*Reconnaissant* la valeur de la recherche et des études sur le futur entreprises par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche,

*Reconnaissant* le rôle que joue l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche en venant en aide, par les services de formation et les autres services relevant de sa compétence, aux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et à d'autres fonctionnaires nationaux s'intéressant aux travaux de l'Organisation,

1. *Prend acte* du rapport du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche<sup>31</sup> et de sa déclaration liminaire du 2 octobre 1981<sup>32</sup>;

2. *Se félicite* de la place accordée par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche aux travaux dans le domaine de la formation et de la recherche économiques et sociales et le prie instamment de continuer à concentrer ses travaux dans ce domaine, ainsi que de prévoir des projets spécialement consacrés aux problèmes qui se posent dans les secteurs identifiés par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires et dans les décisions pertinentes qu'elle a prises à sa vingt-neuvième session et lors des sessions suivantes, prenant en considération les déclarations relatives au programme de travail de l'Institut faites à la session en cours;

3. *Demande* au Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche de continuer à rationaliser les activités de l'Institut et, dans ce contexte, de chercher à établir une coordination plus poussée entre le programme de recherche de l'Institut et des activités analogues d'autres institutions appartenant ou non au système des Nations Unies et de continuer à présenter les résultats des recherches, dans la mesure du possible, d'une manière qui soit en rapport avec l'élaboration des politiques;

4. *Se félicite également* des mesures déjà prises par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, conformément à la résolution 35/53 B de l'Assemblée générale, pour renforcer son efficacité, réduire ses dépenses et augmenter ses ressources et demande à l'Institut d'organiser son programme de travail et ses activités et d'ajuster ses dépenses d'administration de manière qu'à partir de 1982 le montant estimatif de ses dépenses ne dépasse pas le montant estimatif de ses recettes;

5. *Prie instamment* les Etats qui n'ont pas encore versé de contributions à l'Institut des Nations Unies

<sup>31</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 14 (A/36/14 et Corr.1).

<sup>32</sup> Ibid., trente-sixième session, Deuxième Commission, 6<sup>e</sup> séance, par. 28 à 37.